

# Inter Pares

B U L L E T I N

Vol. 22, N° 4, septembre 2000

## Le creuset de la paix

Notre pirogue avance dans les eaux basses et brunes de la rivière Cacarica, un affluent de l'Atrato, qui coule dans la région d'Urubá en Colombie, près de la frontière avec le Panama.

Or, si la nature a décidé d'établir un havre de paix sur cette verte terre, ce doit être ici. À chaque poussée, les perches émettent un faible craquement. La pirogue glisse sur l'eau, dans un mouvement apaisant qui semble l'unir au cours de la rivière. Dans l'air frais et calme, le silence est à peine troublé

par le bourdonnement des insectes et les jacasseries des singes jouant dans les lianes qui ornent le passage que la rivière s'est frayé dans la jungle épaisse. De temps à autre, le rire des perroquets se répercute de tronc en tronc. Parfois, une boule de couleur fond sur la pirogue. L'espace d'un instant, le plumage multicolore jette un merveilleux éclat de lumière dans la douceur ombrée avant de disparaître dans les arbres.

Cet endroit est paisible. Mais, cette paix apparente est trompeuse. Installés dans les pirogues, nous accompagnons et protégeons deux cents familles. Elles retournent à leurs terres après en avoir été chassées par des hommes dont les armes et les tronçonneuses n'ont laissé dans leur sillage qu'horreur et désolation. Elles avaient été prises dans l'étau d'une impitoyable guerre d'usure : d'une part, la guérilla que mènent les rebelles depuis trente ans et, d'autre part, les implacables contre-offensives des forces paramilitaires à la solde des riches propriétaires terriens et soutenues par l'armée colombienne. Pendant trois longues années, des centaines de familles ont attendu le moment du retour dans la cité portuaire de Turbo.

Mais elles n'ont pas été livrées à leur sort. Des organisations colombiennes et internationales ont veillé, ensemble, à ce que les déplacés de Cacarica maintiennent et renforcent leur solidarité sociale et communautaire déjà forte et à ce qu'ils puissent rentrer dans leurs villages y vivre dans la paix et la sécurité pour recouvrer leurs moyens de subsistance.

La réalité est souvent présentée de manière cruellement ironique. La Colombie est systématiquement dépeinte comme un pays caractérisé par une « culture de la violence », où la vie ne vaut pas cher et où la mort est banale. Rien n'est plus loin de la vérité. Nous avons fait l'expérience d'une Colombie où existe une remarquable « culture de la paix ». Pendant des décennies, la majorité des Colombiens ont vécu la paix et l'ont défendue au prix de leur vie. Tous les jours, à mains nues, sans

arme, ils ont résisté à la double violence d'une minorité d'individus à la tête d'un État et d'une classe entrepreneuriale criminels et des guérillas armées qui leur sont opposées. L'engagement des Colombiens est source d'inspiration pour tous ceux et celles qui veulent instaurer la paix par le droit, en Colombie et ailleurs.

La Colombie n'est qu'un parmi les nombreux pays où Inter Pares se tient aux côtés de ceux et celles qui tentent de faire renaître la paix des cendres de la guerre. Au Guatemala, en Guinée-Bissau, au Pérou, au Rwanda, au Burundi ou en Birmanie, la lutte pour la paix et la justice est l'aspiration commune de milliers d'individus. Aux heures les plus noires, la majorité œuvre pour la paix, réclamant la justice et la démocratie dont elle a tant rêvé. Souvent, cette majorité est confrontée à une amère réalité : tandis qu'elle tente d'instaurer un climat de paix, la communauté internationale se refuse à faire les sacrifices, en terme de profit ou de pouvoir, susceptibles de mettre fin aux conflits.

On parle beaucoup de paix mais bien peu de justice, locale et mondiale, sans laquelle toute paix durable est impossible. Pas de paix sans justice et égalité des chances !

La guerre coûte cher autant pour ceux qui la subissent que pour la communauté internationale. Tout bien pesé, le coût de la guerre, c'est le prix de la paix. Les tenants de la paix dans les communautés locales le savent bien. Toute coopération internationale qui prétend promouvoir la paix doit d'abord en accepter le prix.

Notre travail consiste à appuyer les édificateurs de paix, ceux et celles qui essaient de recréer la confiance et le sens de la communauté qui ont été perdus tout en favorisant l'émergence d'opportunités économiques, la justice et la gouvernance qui, bien souvent, étaient absentes au départ. Ce *Bulletin* rend hommage au courage de ceux et celles qui se consacrent à faire renaître la paix des ruines de la guerre.



Illustration : Suzanne Labelle

## Consolider la paix et la justice au Guatemala

En 1996, le gouvernement guatémaltèque et la guérilla de l'URNNG ont signé un accord de paix mettant ainsi un terme à une guerre civile qui s'est étalée sur près de quarante ans. Durant la dernière décennie de ce conflit, Inter Pares a apporté son appui à des organisations de justice sociale au Guatemala. Ce faisant, Inter Pares reconnaissait leurs courageux efforts visant à promouvoir la paix tout en se penchant sur les causes véritables de la guerre et de la pauvreté dont souffre la majorité de la population. Aujourd'hui, près de cinq ans après la signature des accords de paix, nous continuons de soutenir nos collègues guatémaltèques qui négocient la délicate et difficile transition de l'après-guerre.

Durant la guerre, toutes les activités liées à la gouvernance, que ce soit au niveau des municipalités, des districts ou du pays, ont été intégrées à la stratégie « contre-révolutionnaire » de l'armée

et donc placées sous son autorité. L'opposition démocratique a été acculée à la clandestinité par les escadrons de la mort. Les organisations de justice sociale non armées, constamment la cible de menaces violentes, se sont organisées pour survivre. Elles ont dû accorder la priorité à la protection des personnes travaillant pour elles, partager les informations seulement si nécessaire, isoler les membres les uns des autres pour leur sécurité et apprendre à réagir rapidement à des menaces externes toujours dangereuses. À cet égard, les personnes travaillant dans ces organisations ont développé de grandes habiletés. Pendant près de quarante ans, c'est toute la société qui a été mobilisée pour le « combat », avec ou sans armes. Pour les Guatémaltèques, la culture du secret était nécessaire pour se protéger et protéger leurs collègues et leurs proches.

Cette expérience a laissé des traces sur la société et sur les organisations de justice sociale. Une fois les accords de paix signés, ces organisations se sont tournées vers des activités nouvelles : développement à long terme, négociation politique, consultations et activités de représentation pour influencer sur les politiques publiques et forcer le développement équitable du pays. Elles se sont alors aperçues que les structures et méthodes organisationnelles adaptées à la guerre sont inadéquates en temps de paix.

Nos collègues guatémaltèques considèrent comme normales les structures verticales où les ordres donnés sont suivis sans discussion. Le travail en équipe, la coopération et la transparence qui doivent régner au sein d'une organisation sont des notions qui leur sont étrangères. La fragmentation sociale, l'isolement des personnes, l'aliénation générale et la méfiance se reflètent à des degrés divers au sein des organisations et dans leurs rapports les unes avec les autres. S'il est vrai que des problèmes similaires affectent les organisations se trouvant dans des sociétés n'ayant pas subi la guerre, ceux-ci sont exacerbés dans les sociétés militarisées. Cela limite la capacité créatrice, l'efficacité et l'action collective.

Conscientes de la situation, les organisations guatémaltèques tentent d'y remédier. Au cours des trois

dernières années, Project Counselling Service et Inter Pares avons intensifié nos efforts afin d'apporter notre appui à la création de nouveaux régimes de gestion, de comptabilité et de nouvelles structures et méthodes de communication. Leur mise en œuvre nécessite transparence, ouverture, responsabilité et volonté de s'ouvrir au plus grand nombre pour bénéficier de conseils et de contributions.

Comme le font remarquer nos amis du Guatemala, il ne s'agit pas de simples problèmes « techniques ». Alors que la population essaie de surmonter les ravages psychologiques et matériels de la guerre, ces questions revêtent un caractère profondément « humain ». Les gens réapprennent la confiance et, peu à peu, chassent les vieux démons de la peur. Nous continuons d'apporter notre soutien à nos collègues durant la difficile transition de l'après-guerre pour les aider à réaliser le rêve d'une paix durable fondée sur la justice.

*Ce programme a bénéficié de subventions de l'Unité de consolidation de la paix de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et de Dutch InterChurch Aid.*

### Entre la guerre et la paix

En Amérique latine, Inter Pares agit par l'entremise de Project Counselling Service. Basé au Pérou et ayant des bureaux au Guatemala, au Mexique, au Salvador, au Nicaragua et en Colombie, PCS a pour mission de venir en aide aux « victimes » de la guerre et de la répression politique. Nous appuyons les efforts que ces « victimes » déploient pour promouvoir leurs propres intérêts, durant les conflits, et leur participation active à la consolidation de la paix et de la démocratie, dès la fin des hostilités et durant la transition vers un régime politique responsable. Les agences internationales qui composent PCS, à savoir Inter Pares et les organisations sœurs de Norvège, du Danemark, de Suisse et des Pays-Bas, considèrent que les personnes et les communautés avec lesquelles PCS traite sont des participantes légitimes au processus politique qui sous-tend la guerre civile et, par conséquent, aux négociations visant à assurer une transition pacifique. Au lieu d'imposer des programmes à ces groupes sociaux, il est préférable de contribuer au renforcement des capacités locales pour la solidarité sociale et le soutien mutuel ainsi qu'à la protection de la vie et des droits de ceux qui s'engagent dans ces activités souvent dangereuses. Les employés de PCS offrent une assistance professionnelle aux groupes locaux pour le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles et dans les campagnes internationales de promotion faites pour leur bénéfice. En outre, PCS aide les personnes réfugiées et déplacées et apporte son appui aux organisations locales qui mettent en œuvre des programmes communautaires dans les situations d'après-guerre.

### Le triomphe des idéaux

Durant l'été 1988, des millions de Birmans sont descendus dans les rues pour réclamer la démocratie. La junte militaire au pouvoir en Birmanie depuis 1962 a réprimé ces manifestations de masse dans la violence. Des milliers de personnes ont été tuées dans les rues; des centaines ont été encerclées puis sommairement exécutées; des centaines de milliers d'autres ont fui le pays.

Pour la communauté internationale, Aung San Suu Kyi est le symbole incontesté de la lutte pour la démocratie. Chef de la Ligue nationale pour la démocratie, elle est en résidence surveillée depuis 1989. Bien qu'il lui ait été interdit de participer à la campagne électorale, la charismatique Aung San Suu Kyi a remporté une étonnante victoire aux élections de 1990. Mais la junte au pouvoir s'est empressée de confisquer les élections et d'emprisonner des milliers de militants. Aung San Suu Kyi a obtenu le Prix Nobel de la paix en reconnaissance de ses efforts incessants et non violents pour restaurer la paix et la démocratie en Birmanie.

Aujourd'hui, la guerre contre les populations

## L'agenda canadien pour la sécurité humaine

Au cours des dernières années, le gouvernement canadien a fait de la « sécurité humaine » l'axe de la contribution du Canada aux affaires internationales. Accorder la priorité à la sécurité humaine signifie que la justice économique, la gouvernance démocratique, la primauté du droit et le respect des droits de la personne sont aussi nécessaires à la paix et à la sécurité internationales que les questions militaires plus traditionnelles relevant des conflits inter-étatiques. Concrètement le Canada a fait la promotion d'une convention internationale sur l'interdiction des mines antipersonnel, appuyé le nouveau Tribunal pénal international, amélioré la surveillance des armes de petit calibre, adopté des mesures pour mettre fin à l'exploitation des enfants, contribué au développement de forces de police et d'institutions judiciaires nationales et s'est engagé dans des opérations de maintien et de consolidation de la paix.

Cependant, par bien des aspects, la politique étrangère du Canada contredit les termes de cet agenda pour la sécurité humaine. Le Canada est l'un des

principaux vendeurs d'armes au monde. En 1997, il occupait le neuvième rang mondial et était le septième plus gros exportateur d'armes vers le tiers monde. Lorsque les intérêts commerciaux et des entreprises sont en jeu, le ministère des Affaires étrangères et du commerce international a du mal à prendre des mesures concrètes et rapides. Rappelons le cas de Talisman Energy Inc., une entreprise canadienne ayant des activités au sud du Soudan, dont les ressources et les infrastructures sont utilisées dans une guerre civile sans merci. Le Canada a aussi refusé d'agir à l'encontre d'entreprises d'exploitation minière ayant des intérêts en Birmanie où la dictature a institutionnalisé la terreur, bafoué les droits des citoyens et contraint à se déplacer plus d'un million de Birmans appartenant à des minorités ethniques. Les priorités budgétaires entrent aussi en contradiction avec l'engagement déclaré du gouvernement canadien en faveur de l'agenda pour la sécurité humaine : le budget de la défense est cinq fois supérieur aux dépenses consacrées au développement international et à la promotion des besoins



John Flanders - ACIDI

élémentaires dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables du monde.

Les Canadiens qui appuient la vision de la sécurité humaine du gouvernement doivent exiger une plus grande cohérence entre, d'une part, le discours public autour d'une notion participative et autonomisante de la sécurité humaine et, d'autre part, la promotion du commerce, des investissements et des exportations. Les politiques axées sur la sécurité humaine doivent être mises au point en tenant compte de la nécessité de bâtir à long terme des communautés pacifiques fondées sur les principes de justice sociale, d'équité économique et de gouvernance démocratique. La vigilance est de rigueur et il ne faut pas hésiter à remettre en question toute politique qui sacrifierait la vision de la sécurité humaine au profit d'intérêts commerciaux étroits et d'un pragmatisme politique de courte vue.

L'opportunisme n'a pas sa place dans la consolidation de la paix. La sécurité humaine, le développement humain et les droits de la personne sont des notions inséparables les unes des autres, comme est indissociable l'avenir des Canadiens de celui des autres citoyens du monde. Notre sécurité à tous n'est garantie que lorsque celle d'aucun d'entre nous n'est menacée.

C'est le sens véritable de la sécurité commune. C'est aussi le seul chemin qui mène à un avenir de paix et de prospérité pour tous.

ethniques des régions éloignées du pays se poursuit. La junte militaire craint la population : les universités sont fermées, les rassemblements publics interdits et les opposants politiques en prison. Près d'un million de personnes se seraient réfugiées dans les pays voisins et autant seraient considérées comme déplacées.

Mais, en dépit de cette sombre situation, les Birmans continuent leur lutte, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, pour une Birmanie libre et démocratique. Un gouvernement en exil, constitué d'une coalition nationale, a été formé; il est composé de parlementaires contraints à la fuite après avoir remporté des sièges aux élections de 1990. Des radios diffusent de l'étranger des informations non censurées. Des programmes d'enseignement à distance ont été créés pour les étudiants ayant quitté le pays sans avoir terminé leurs études. Des groupes d'information sur les droits de la personne ont été organisés afin de documenter les violations de ces droits en Birmanie. Des cliniques itinérantes offrent des soins de santé aux déplacés vivant dans les régions éloignées du pays. Des programmes permettent de former des réfugiés dans le domaine de la santé afin d'aider les personnes traumatisées et les

victimes de torture. Des groupes de femmes font la promotion du rôle des femmes dans la lutte démocratique.

Le mouvement international de soutien à la démocratie en Birmanie grandit. Inter Pares a, depuis longtemps, apporté son appui à nombre d'activités décrites plus haut. Nous sommes aussi un membre actif de la coalition d'organisations canadiennes qui voudrait voir le Canada apporter une importante contribution au règlement de la crise birmane, à la promotion de la démocratie, de la participation et de l'inclusion de tous et toutes au développement d'une société juste et pacifique.

Les militants pour la paix et la justice finiront par voir leur rêve se réaliser. Les dictatures militaires ne durent pas indéfiniment face à la détermination d'une opposition populaire organisée. Des milliers de Birmans, étudiants, moines, enseignants, écrivains, médecins, intellectuels, hommes et femmes, continuent de défier le régime risquant arrestation, emprisonnement et exécution sommaire, pour s'organiser et œuvrer pour un avenir démocratique. Leurs idéaux seront les piliers d'une Birmanie nouvelle et démocratique.

## La vie extraordinaire des gens ordinaires

Ce texte est le fruit de la réflexion de Molly Kane, Directrice exécutive d'Inter Pares, à la suite de sa dernière visite en Guinée-Bissau.

C'est en février 1998 que j'ai visité la Guinée-Bissau pour la première fois. J'ai alors passé une journée dans la communauté urbaine de Quelele en compagnie de collègues travaillant pour l'organisation guinéenne, Action pour le développement. À cette époque l'association des jeunes de Quelele venait tout juste de finir la construction du centre de la jeunesse. Ils étaient fiers de ce nouveau bâtiment qui, déjà, était pleinement utilisé. Ils étaient aussi fiers de leur station radio, *Radio Voz de Quelele*, un moyen de communication et d'éducation vital pour la communauté. Malheureusement, quelques mois après ma visite, la guerre éclatait dans ce pays; elle s'est poursuivie jusqu'à l'été 1999.

En février dernier, je suis retournée en Guinée-Bissau et, bien sûr, je me suis rendue à Quelele avec les employés d'Action pour le développement. Parmi les pertes de la guerre, se trouve le centre de la jeunesse de Quelele qui a été détruit au cours d'une bataille. Une nouvelle fois, le site est en construction. Nullement intimidés par les revers et les horreurs de la guerre, les membres de l'association des jeunes ont repris leurs activités et préparent des programmes radio sur la citoyenneté et l'éducation des électeurs. Les bureaux de l'association communautaire de Quelele, autre sujet de fierté et ancien centre d'organisation locale, ont

été pillés par les soldats. Meubles, machines à écrire, classeurs et fournitures, tout a disparu mais l'association poursuit son travail.

Les employés d'Action pour le développement, qui ont longtemps soutenu les efforts des habitants de Quelele, sont en train de rebâtir leur propre association. Ils coordonnent des projets de reconstruction de logements et participent aux rencontres nationales et internationales pour réclamer des réformes démocratiques. Ils m'ont expliqué qu'en dépit de la mobilisation populaire en faveur de la paix et de la reconstruction, le gouvernement national reste confronté à de graves difficultés. À la suite de la guerre, le besoin en infrastructures socio-économiques est devenu plus pressant mais les capacités de l'État à réunir les ressources nécessaires par le biais de la taxation sont cruellement réduites.

Je me suis longuement promenée dans Quelele. En écoutant les histoires des habitants, j'ai été frappée par une vérité que je pense avoir toujours sue. Les champs de bataille ne sont pas que ces lieux où s'affrontent les armées et périssent les soldats. Le traumatisme de la guerre se fait sentir bien longtemps après que les canons se sont tus. La guerre perdure dans les vergers transformés en champs de mines et le long des chemins que les enfants empruntent pour aller à l'école. Les séquelles de la guerre



Radio Voz de Quelele de retour en ondes.

continuent de ternir l'avenir des jeunes et de porter atteinte à la dignité des plus âgés dans les marchés et les ports incendiés et dans les infrastructures détruites.

Il est maintenant notoire que la majeure partie des victimes des conflits armés sont des civils. Mais ce terme même, « civils », n'est qu'un des euphémismes qui abondent dans l'absurde vocabulaire de la guerre. Les civils sont des personnes, des personnes qui travaillent, gagnent un salaire et paient des impôts. Ce sont ces femmes qui donnent naissance à des enfants dans un hôpital qu'un obscur général a décidé de bombarder. Ce sont ces jeunes qui vont bientôt finir l'école, qui rêvent à l'université et à leur premier salaire. Ce sont ces fermiers qui espèrent une récolte abondante. Ce sont ces enfants qui jouent au foot dans les cours et les ruelles. Ce sont ces grands-mères qui, profitant d'un repos bien mérité après des années de labeur, savourent la compagnie d'amis de longue date.

Ce sont ces personnes qui ont vécu la guerre en Guinée-Bissau, une guerre qui n'a jamais fait la une des journaux canadiens. Elles ont su préserver leurs vies en se nourrissant, s'accueillant mutuellement et en s'occupant les unes des autres en temps de crise. Elles ont su utiliser une maigre assistance financière pour venir en aide à des centaines de familles réfugiées et déplacées. Et, malgré le gaspillage et la stupidité de la guerre, elles rebâtissent aujourd'hui leurs vies, leurs écoles, leurs dispensaires, leurs centres de jeunesse, leurs organisations communautaires et leur pays.

Dans ce pays, à mille lieues de chez moi, j'ai écouté des récits de destruction et de violence que je n'ai jamais vécues. J'ai été frappée de constater combien nos vies étaient semblables et différentes à la fois. La guerre brise la vie des gens ordinaires et les gens ordinaires font des efforts héroïques non seulement pour survivre mais aussi pour vivre en paix.

Molly Kane

La publication de ce Bulletin est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

### Les enfants bâtisseurs de paix

Les enfants sont particulièrement exposés aux perturbations qu'introduit la guerre dans la vie quotidienne des familles et des communautés. L'initiative Les enfants bâtisseurs de paix montre comment les enfants peuvent mettre à profit leur talent, leur savoir et leur énergie dans les activités locales de consolidation de la paix. Basé sur des rencontres intensives avec des enfants en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ce projet rassemble des informations sur les approches novatrices des activités de consolidation de la paix qui respectent et prennent en considération l'expérience de la guerre des enfants et leurs espoirs de paix.

Le projet Les enfants bâtisseurs de paix est coordonné par Linda Dale, l'une des conservatrices de musée/éducatrices les plus originales du Canada, et amie

et collaboratrice de longue date d'Inter Pares. Ses vingt ans d'activité ont été marqués par une sympathie profonde et un respect sans bornes pour l'intuition des enfants, leur sagesse et leur aptitude à l'engagement social. Ce projet fait suite à l'émouvante expérience *Children of the Wind*, un événement organisé par Linda et au cours duquel ont été exposés les dessins et mots d'enfants montrant comment la violence a marqué leur vie ainsi que l'espoir et les rêves qu'ils font d'un monde différent pour eux et leurs familles. Cette exposition a été présentée dans plusieurs régions du Canada. Elle le sera cet automne au Prince of Wales Heritage Centre de Yellowknife.

Pour plus d'information, veuillez écrire à Linda Dale à [ldale@web.ca](mailto:ldale@web.ca) ou envoyer une télécopie au 1-613-237-4333.

